

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Bernard TRAVIER.

Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifiait ainsi l'engagement de la Ville, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre

la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2020 a été adopté par le Conseil de Métropole le 29 mars 2021.

Les priorités identifiées, pour 2021, dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente à savoir l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduiront par 30 actions se répartissant dans 12 fiches. Ces dernières sont les suivantes :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et d'un lieu pour les grands marginaux (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;
- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (1 action) ;
- Poursuivre le soutien du marché de la Solidarité du Secours populaire Hérault notamment en axant une partie de l'approvisionnement sur des produits sains et locaux et en incitant à la mutualisation avec les petites structures associatives (2 actions) ;
- Mettre en place les premières cantines solidaires (1 action) ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (5 actions) ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économie (4 actions) ;
- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (1 action) ;
- Améliorer l'accès aux droits, au logement ainsi que les conditions de vie des personnes vivant en squats et bidonvilles (3 fiches – 9 actions) ;
- Faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés (1 action).

Le budget total de la programmation 2021 s'élève à 1 194 032 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole, feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2021 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2020 à hauteur de 194 032,68 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2021 se traduit par un avenant à la convention 2020-2022, qu'il convient d'approuver.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville de Montpellier et le CCAS de la Ville de Montpellier. Le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, seront réalisés selon les modalités inscrites dans la convention de reversement, adoptée lors du Conseil municipal du 5 octobre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant 2021 à la convention 2020-2022 d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'Etat et la Ville de Montpellier, actant la programmation 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Jean-Dominique DELAVEAU.

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Veille_sociale___FA1_FA2_FA31622532272805.pdf
- Aide_alim___FA4_FA51622532347134.pdf
- Insertion_pro___FA6_FA7_FA81622532374694.pdf
- Accompagn_t_acces_droits_FA9_FA10_FA11_FA12_vf1622532551583.pdf
- Tableau_recap_des_propositions_2021_au_27_mai1622533289926.pdf
- projet_AVENANT_2021_a_la_convention_Etat_Metropole1622533333238.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-161134-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.